

Protection de l'Environnement
245 rue Garibaldi
69003 LYON

LYON, le 06/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELEVAGE DES AUMONES

CHEMIN DES AUMONES
69670 Vaugneray

Références : PNE 2023-128
Code AIOT : 0056900338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2023 dans l'établissement ELEVAGE DES AUMONES implanté CHEMIN DES AUMONES 69670 Vaugneray. L'inspection a été annoncée le 08/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELEVAGE DES AUMONES
- CHEMIN DES AUMONES 69670 Vaugneray
- Code AIOT : 0056900338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'élevage des Aumônes est une entité de la société P'TIT GONE, basée principalement à Vaugneray avec une antenne à Bessenay.

Cette société, en situation administrative régulière, produit et conditionne des oeufs. Sur le site se trouvent un élevage constitué de trois bâtiments, et un centre de conditionnement d'oeufs.

L'élevage, compte tenu de ses effectifs, est IPPC.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de l'eau
- Gestion des effluents et des déchets
- Risque accidentel (incendie)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	GESTION DES EAUX	AP Complémentaire du 08/10/2016, article 2	Sans objet
4	GESTION DES EAUX	AP Complémentaire du 29/11/2005, article 4.2.5.3.	Sans objet
5	GESTION DES EFFLUENTS	AP Complémentaire du 08/10/2016, article 1	Sans objet
6	GESTION DES EFFLUENTS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	GESTION DES EAUX	AP Complémentaire du 29/11/2005, article 4.1.2	Sans objet
2	GESTION DES EAUX	AP Complémentaire du 29/11/2005, article 4.2.2	Sans objet
7	DECHETS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet
8	DECHETS	Arrêté Préfectoral du 16/05/2003, article 5.1.3	Sans objet
9	SECURITE	Arrêté Préfectoral du 16/05/2003, article 7.3	Sans objet
10	SECURITE	Arrêté Préfectoral du 16/05/2003, article 7.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un certain nombre d'éléments techniques n'ont pas pu être présentés lors du contrôle, la responsable qualité ne disposant pas des documents sollicités.

Ceux-ci feront l'objet d'une communication à l'inspection des installations classées par retour de correspondance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : GESTION DES EAUX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/11/2005, article 4.1.2
Thème(s) : Élevage, Exploitation du forage
Prescription contrôlée : Les consommations de l'ensemble du site, bâtiment par bâtiment, font l'objet d'un contrôle mensuel
Constats : La consommation d'eau du forage est relevée quotidiennement, et les données incrémentées et suivies. L'eau du forage est presque exclusivement utilisée comme eau de boisson pour les poules.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : GESTION DES EAUX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/11/2005, article 4.2.2
Thème(s) : Élevage, Autorisation de raccordement
Prescription contrôlée : Autorisation de raccordement au réseau au réseau public [...] lors de l'actualisation un exemplaire est communiqué à l'inspection
Constats : La convention avec le SIAHVY (Syndicat intercommunal d'assainissement de la haute vallée du Garon) a été renouvelée le 13 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : GESTION DES EAUX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2016, article 2
Thème(s) : Élevage, Contrôle des rejets
Prescription contrôlée : § 2.7 : l'exploitant fait réaliser tous les 6 mois par un organisme agréé un contrôle 24 h sur les paramètres DBO5, DCO, MEST, SEC ;une fois par an sur les paramètres débits, Ph, température, Azote global et Phosphore total § 2.8 : les résultats sont saisis par l'exploitant dans l'application GIDAF
Constats : L'exploitant fait réaliser deux fois par un bilan 24 heures par la société CTC. Les données ne sont pas incrémentées dans GIDAF.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : GESTION DES EAUX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/11/2005, article 4.2.5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : VLE sur les paramètres DBO5, DCO, MEST, SEC Azote Global, Phosphore total
Constats : Le bilan réalisé en mai 2023 montrait, pour la première fois, des dépassements importants sur certains paramètres (DCO 6580, DBO5 3520, MEST 1100, Azote global 435 et Phosphore 32,6). Aucune mesure corrective suite à ce bilan défavorable n'a été réalisée. L'inspection sera destinataire, dès sa réception, du rapport du bilan réalisé en novembre 2023. Au cas où les résultats seraient non conformes, l'exploitant transmettra les mesures correctives mises en oeuvre, et l'entreprise fera l'objet d'un contrôle inopiné de ses rejets aqueux en 2024.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : GESTION DES EFFLUENTS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2016, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle et suivi du procédé de séchage des fientes
Prescription contrôlée : Suivi de la déshydratation contrôle des taux N, P, K et TMS
Constats : Les effluents sont repris par des entreprises extérieures. Les bordereaux d'enlèvement des fientes n'ont pas été présentés lors de l'inspection. Ceux-ci seront communiqués à l'inspection pour la période courant de janvier 2022 à septembre 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : GESTION DES EFFLUENTS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Destination des fientes
Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.
Constats : Voir constat précédent
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des cadavres
Prescription contrôlée : En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié
Constats : Les cadavres de volailles sont entreposés dans un congélateur dédié, très récent et en bon état d'entretien. Les volailles sont enlevées par la société SECANIM à la demande. Les bordereaux d'enlèvement ont été présentés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2003, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et élimination des déchets
Prescription contrôlée : toutes les précautions sont prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'un danger ou d'une gêne [...] ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines
Constats : Les fientes sont entreposées dans un bâtiment couvert et fermé. Les effluents, d'une siccité suffisante, ne sont pas susceptibles d'écoulement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : SECURITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2003, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Matériels de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Il sera équipé d'extincteurs adaptés aux risques permettant de combattre tout début d'incendie.
Constats : Les extincteurs sont entretenus annuellement par la société DESAUTEL. Le dernier contrôle a été effectué le 14 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : SECURITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2003, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique du matériel électrique
Prescription contrôlée : L'état du matériel électrique, des installations au gaz et des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérification périodiques par un service compétent. Les rapports correspondant seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les installations électriques sont contrôlées annuellement par la société DEKRA. Elles ne présentent pas, lors du contrôle du 16 novembre 2023, de risque d'incendie ou d'explosion. Cependant, l'exploitant devra mettre en oeuvre une traçabilité des travaux effectués pour remédier aux non conformités relevées lors de ces contrôles.
Type de suites proposées : Sans suite